

aux Nations Unies, et le gouvernement canadien et d'autres gouvernements du Commonwealth membres des Nations Unies se sont efforcés de concert avec d'autres membres de cet organisme d'y trouver une solution. De plus, lors de leur réunion de 1951, des premiers ministres, dont celui du Canada, ont eu des entretiens sur la question du Cachemire avec les premiers ministres de l'Inde et du Pakistan. Si ces entretiens n'ont eu aucun résultat concluant, ils ont tout de même contribué à éclaircir la situation et à inspirer des moyens qui pourraient servir à la régler.

Une question étudiée par les premiers ministres réunis à Londres en novembre 1952 a été la modification de la désignation et des titres royaux. Il a été convenu que le titre de la Reine pourrait varier suivant le pays intéressé, tout en retenant un élément commun à tous. Pour le Canada, le titre adopté est le suivant: "Élizabeth Deux, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi".

Le Canada a envoyé une délégation officielle dirigée par le premier ministre au couronnement de la reine le 2 juin 1953. Une réunion des premiers ministres a eu lieu immédiatement après le couronnement.

En dépit des difficultés et des problèmes, le Commonwealth est demeuré, au cours de la période examinée, l'un des moyens les plus efficaces de discussion et de collaboration internationales, étant fondé en grande partie sur des traditions et des idéaux communs et sur des institutions politiques analogues.

Sous-section 2.—Le Canada et les Nations Unies

L'histoire des Nations Unies à ses débuts et le rôle que le Canada y a joué sont étudiés aux pp. 85-88 de l'*Annuaire* de 1946. D'autres renseignements sont ajoutés aux pp. 129-132 de l'édition de 1948-1949, aux pp. 140-145 de celle de 1950 et aux pp. 117-122 de celle de 1952-1953. Le texte qui suit continue l'exposé des relations du Canada avec les Nations Unies jusqu'au 23 avril 1953, date d'ajournement de la septième session de l'Assemblée générale.

La Commission intérimaire de l'Assemblée générale ne s'est pas réunie durant la période à l'étude. La septième session régulière de l'Assemblée générale s'est ouverte à New-York le 14 octobre 1952; les séances ont été suspendues du 22 décembre 1952 au 23 février 1953. Elle a discuté les articles qui restaient au programme, au cours de la reprise qui a duré du 24 février au 23 avril, puis s'est ajournée pour se réunir de nouveau sur convocation advenant la signature d'un armistice en Corée ou si, de l'avis de la majorité des membres, d'autres événements en Corée venaient à l'exiger.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'hon. L. B. Pearson, qui était président de la délégation canadienne à la septième session régulière, a été élu président de l'Assemblée générale, et le vice-président, l'hon. Paul Martin, ministre canadien de la Santé nationale et du Bien-être social, a assumé les fonctions de président de la délégation au cours de la septième session.

Le Canada n'a pas fait partie du Conseil de sécurité depuis le 31 décembre 1949, et a cessé après trois ans d'être membre du Conseil économique et social le 31 décembre 1952. Il est membre de toutes les institutions spécialisées et des commissions techniques suivantes du Conseil économique et social: la Commission des stupéfiants (période indéterminée); la Commission des questions sociales, jusqu'au 21 décembre 1953; la Commission des finances publiques, jusqu'au 31 décembre 1955; et la Commission de statistique, jusqu'au 31 décembre 1955.